

ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

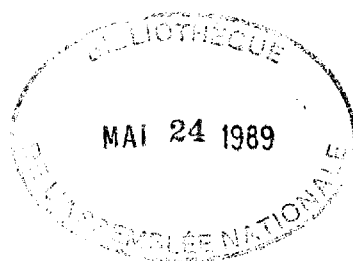
TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 146

**Loi modifiant le Code civil du
Québec et d'autres dispositions
législatives afin de favoriser l'égalité
économique des époux**

Présentation

Présenté par
Madame Monique Gagnon-Tremblay
Ministre déléguée à la Condition féminine



Éditeur officiel du Québec
1989

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet de favoriser l'égalité économique entre les époux et de marquer le caractère d'association lié au mariage. Il traite des aspects suivants du droit de la famille et du droit des successions: l'institution d'un patrimoine familial comme l'un des effets nécessaires du mariage, la protection de la résidence familiale, les règles d'attribution et de paiement de la prestation compensatoire, des ajustements aux règles des régimes matrimoniaux et l'introduction du principe de la survie de la créance alimentaire au décès du débiteur alimentaire.

Le projet de loi prévoit l'institution du patrimoine familial parmi les dispositions impératives applicables à tous les époux. À la fin du mariage ou à la suite d'une séparation de corps, le patrimoine familial des époux, qui est constitué d'un ensemble de biens déterminés dont l'un ou l'autre des époux est propriétaire, est divisé, entre eux, à parts égales, et ce, sans égard à leur régime matrimonial. Parmi ces biens, on retrouve notamment les résidences principale et secondaire de la famille, les meubles qui garnissent ou ornent ces résidences, les gains inscrits durant le mariage au nom de chaque époux en application de la Loi sur le régime de rentes du Québec ainsi que les droits accumulés durant le mariage au titre d'un régime de retraite.

En ce qui concerne la prestation compensatoire, le projet de loi regroupe les dispositions traitant de cette question au sein d'une section particulière du Code civil du Québec. Il prévoit, notamment, la possibilité, pour le conjoint collaborateur, d'obtenir une prestation compensatoire pendant le mariage, dès la fin de la collaboration.

Le projet de loi inclut au Code civil du Bas Canada, parmi les dispositions de droit successoral, une section particulière sur la survie de l'obligation alimentaire, qui vise à permettre au créancier d'aliments et à toute personne qui à l'époque du décès était à la charge du défunt de réclamer de la succession une contribution financière à titre d'aliments.

Enfin, le projet prévoit des modifications de concordance ainsi que des mesures transitoires à l'égard des époux mariés avant la mise en vigueur de la loi.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:

- Code civil du Québec;
- Code civil du Bas Canada;
- Code de procédure civile;
- Loi sur le régime de rentes du Québec.

Projet de loi 146

Loi modifiant le Code civil du Québec et d'autres dispositions législatives afin de favoriser l'égalité économique des époux

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

PARTIE I

MODIFICATIONS AU CODE CIVIL DU QUÉBEC

1. Il est ajouté à l'article 444 du Code civil du Québec un deuxième alinéa ainsi rédigé:

« En l'absence de choix exprès, la résidence familiale est présumée être celle où les membres de la famille exercent leurs principales activités. ».

2. Il est ajouté, à la fin de l'article 449 du Code civil, un deuxième alinéa ainsi rédigé:

« Sont ainsi affectés les meubles destinés à garnir ou orner la résidence principale de la famille. ».

3. Il est ajouté à la fin de l'article 454 du Code civil un deuxième alinéa ainsi rédigé:

« L'époux détenteur de droits qui lui confèrent l'usage de la résidence principale de la famille ne peut non plus en disposer sans le consentement de son conjoint. ».

4. Le deuxième alinéa de l'article 455 du Code civil est remplacé par le suivant:

« Elle peut aussi résulter d'une déclaration à cet effet contenue dans un acte destiné à l'enregistrement. ».

5. Après l'article 455 du Code civil est ajouté un article 455.1 ainsi rédigé :

« **455.1** L'époux qui n'a pas consenti à l'acte pour lequel son consentement était requis peut, sans préjudice de ses autres droits, réclamer des dommages-intérêts de son conjoint ou de toute autre personne qui, par sa faute, lui a causé un préjudice. ».

6. À la fin de l'article 458 du Code civil, est ajouté un deuxième alinéa ainsi rédigé :

« Il peut également attribuer à l'époux auquel il accorde la garde d'un enfant un droit d'usage de la résidence principale de la famille. ».

7. L'article 459 du Code civil est abrogé.

8. Après l'article 462 du Code civil, sont ajoutées les sections suivantes :

« SECTION III

« DU PATRIMOINE FAMILIAL

« § 1.—*De la constitution du patrimoine*

« **462.1** Le mariage emporte constitution d'un patrimoine familial formé de certains biens des époux sans égard à celui des deux qui détient un droit de propriété sur ces biens.

« **462.2** Le patrimoine familial est constitué des biens suivants dont l'un ou l'autre des époux est propriétaire : la résidence principale et la résidence secondaire de la famille ou les droits qui confèrent l'usage de ces résidences, les meubles affectés à l'usage du ménage qui les garnissent ou les ornent, les véhicules automobiles utilisés pour les déplacements de la famille et les droits accumulés durant le mariage au titre d'un régime de retraite.

Entrent également dans ce patrimoine, les gains inscrits, durant le mariage, au nom de chaque époux en application de la Loi sur le régimes de rentes du Québec ou de programmes équivalents.

Sont toutefois exclus du patrimoine familial, si la dissolution du mariage résulte du décès, les gains visés au deuxième alinéa ainsi que

les droits accumulés au titre d'un régime de retraite régi par une loi qui accorde au conjoint survivant le droit à des prestations de décès.

Pour l'application des règles sur le patrimoine familial, est un régime de retraite :

- le régime régi par la Loi sur les régimes complémentaires de retraite ou celui qui serait régi par cette loi si celle-ci s'appliquait au lieu où l'époux travaille,
- le régime de retraite régi par une loi semblable émanant d'une autorité législative autre que le Parlement du Québec,
- le régime de retraite établi par une loi émanant du Parlement du Québec ou d'une autre autorité législative,
- le régime enregistré d'épargne-retraite et tout autre instrument d'épargne-retraite dans lequel ont été transférées des sommes provenant de l'un ou l'autre de ces régimes.

§ 2.—*Du partage du patrimoine*

« **462.3** En cas de séparation de corps, de dissolution ou de nullité du mariage, la valeur du patrimoine familial des époux, déduction faite des dettes qui grèvent les biens qui le constituent, est divisée à parts égales, entre les époux ou entre l'époux survivant et les héritiers, selon le cas.

Lorsque le partage a eu lieu à l'occasion de la séparation de corps, il n'y a pas de nouveau partage si, sans qu'il y ait eu reprise volontaire de la vie commune, il y a ultérieurement dissolution ou nullité du mariage.

« **462.4** Lorsqu'un bien corporel du patrimoine familial a été acquis par l'un des époux avant le mariage ou s'il a été acquis pendant le mariage par don ou par héritage, seule la valeur acquise par ce bien depuis le mariage, le don ou l'héritage, selon le cas, peut être partagée.

« **462.5** La valeur nette du patrimoine familial est établie selon la valeur des biens qui constituent le patrimoine et des dettes qui le grèvent à la date du décès de l'époux ou à la date d'introduction de l'instance en vertu de laquelle il est statué sur la séparation de corps, le divorce ou la nullité du mariage, selon le cas; les biens sont évalués à leur valeur marchande.

Le tribunal peut, toutefois, à la demande de l'un ou l'autre des époux ou de leurs ayants droits, décider que la valeur nette du

patrimoine familial sera établie selon la valeur de ces biens et de ces dettes à la date où les époux ont cessé de faire vie commune.

« **462.6** L'exécution du partage du patrimoine familial a lieu en numéraire ou par dation en paiement.

Si l'exécution du partage a lieu par dation en paiement, les époux peuvent convenir de transférer d'autres biens que ceux du patrimoine familial.

« **462.7** Outre qu'il peut, lors du partage, attribuer certains biens à l'un des époux, notamment la propriété de la résidence familiale ou d'une partie des droits que l'époux débiteur possède dans l'entreprise familiale, le tribunal peut aussi, si cela est nécessaire pour éviter un préjudice, ordonner que l'époux débiteur exécute son obligation par versements échelonnés sur une période qui ne dépasse pas dix ans.

Il peut, également, ordonner toute autre mesure qu'il estime appropriée pour assurer la bonne exécution du jugement et, notamment, ordonner qu'une sûreté soit conférée à l'une des parties pour garantir l'exécution des obligations de l'époux débiteur.

« **462.8** Lorsqu'un bien qui faisait partie du patrimoine familial a été aliéné dans l'année précédant l'ouverture du droit au partage, sans avoir été remplacé, le tribunal peut ordonner qu'un paiement compensatoire soit fait à l'époux à qui aurait profité l'inclusion de ce bien au patrimoine familial.

Il en est de même lorsqu'un bien qui faisait partie du patrimoine familial a été aliéné plus d'un an précédant l'ouverture du droit au partage dans le but de diminuer la part de l'époux à qui aurait profité l'inclusion de ce bien au patrimoine familial.

« **462.9** Le tribunal peut, sur demande, déroger au principe du partage égal lorsqu'il en résulterait une injustice compte tenu, notamment, de la brève durée du mariage, de la dilapidation de certains biens par l'un des époux ou encore de la mauvaise foi de l'un d'eux, sauf pour le partage des gains inscrits au nom de chaque époux en application de la Loi sur le régime de rentes du Québec ou de programmes équivalents.

« **462.10** Les époux ne peuvent renoncer d'avance par leur contrat de mariage ou autrement à leurs droits dans le patrimoine familial.

Toutefois, le conjoint survivant peut, à la suite du décès de son époux, y renoncer par acte notarié portant minute ou par une

déclaration judiciaire dont il est donné acte. Cette renonciation doit être enregistrée au bureau d'enregistrement où se trouve le domicile de l'époux qui renonce. L'époux qui n'a pas enregistré sa renonciation dans un délai d'un an à compter du jour de la dissolution est réputé avoir accepté.

« **462.11** Le partage des gains inscrits au nom de chaque époux en application de la Loi sur le régime de rentes du Québec ou de programmes équivalents est exécuté par l'organisme chargé d'administrer le régime ou le programme, conformément à cette loi ou à la loi applicable à ce programme, sauf si cette dernière ne prévoit aucune règle de partage.

« **462.12** Le partage des droits accumulés par l'un des époux au titre d'un régime de retraite régi ou établi par une loi particulière est effectué conformément, s'il en existe, aux règles d'évaluation et de dévolution édictées par cette loi.

Toutefois, le partage de ces droits ne peut en aucun cas avoir pour effet de priver le titulaire original de ces droits de plus de la moitié de la valeur totale des droits qu'il a accumulés avant ou pendant le mariage, ni de conférer au bénéficiaire du droit au partage plus de droits que n'en possède, en vertu de son régime, le titulaire original de ces droits.

Entre les époux ou pour leur bénéfice, et nonobstant toute disposition contraire, ces droits sont cessibles et saisissables pour le partage du patrimoine familial.

« SECTION IV

« DE LA PRESTATION COMPENSATOIRE

« **462.13** Au moment où il prononce la séparation de corps, le divorce ou la nullité du mariage, le tribunal peut ordonner à l'un des époux de verser à l'autre, en compensation de l'apport de ce dernier, en biens ou en services, à l'enrichissement du patrimoine de son conjoint, une prestation payable au comptant ou par versements, en tenant compte, notamment, des avantages que procurent le partage du patrimoine familial, le régime matrimonial et le contrat de mariage. Il en est de même en cas de décès.

Lorsque le droit à la prestation compensatoire est fondé sur la collaboration régulière de l'époux à une entreprise, que cette entreprise ait trait à un bien ou à un service et qu'elle soit ou non à caractère commercial, la demande peut en être faite dès la fin de la collaboration si celle-ci est causée par la cession, la dissolution ou la liquidation volontaire ou forcée de l'entreprise.

« **462.14** L'époux collaborateur peut prouver son apport à l'enrichissement du patrimoine de son conjoint par tous moyens.

« **462.15** Lorsqu'il y a lieu au paiement d'une prestation compensatoire, le tribunal en fixe la valeur, à défaut d'accord entre les parties. Celui-ci peut également déterminer, le cas échéant, les modalités du paiement et ordonner que la prestation soit payée au comptant ou par versements ou qu'elle soit payée par l'attribution de droits dans certains biens.

Si le tribunal attribue à l'un des époux ou au conjoint survivant un droit sur la résidence familiale, sur les meubles affectés à l'usage du ménage ou des droits accumulés au titre d'un régime de retraite, les dispositions des sections II et III sont applicables.

« **462.16** L'un des époux peut, pendant le mariage, convenir avec son conjoint d'acquitter en partie la prestation compensatoire. Le paiement reçu doit être déduit lorsqu'il y a lieu de fixer la valeur de la prestation compensatoire. ».

9. À la deuxième ligne du paragraphe 4° de l'article 482 du Code civil est inséré après le mot « bénéficiaire » le mot « déterminé ».

10. À la troisième ligne du deuxième alinéa de l'article 483 du Code civil sont supprimés les mots « que l'époux peut racheter par anticipation ».

11. Le deuxième alinéa de l'article 485 du Code civil est supprimé.

12. Il est ajouté à l'article 489 du Code civil un deuxième alinéa ainsi rédigé :

« Toutefois, aucune récompense n'est due si l'investissement était nécessaire pour maintenir les revenus de cette entreprise. ».

13. À la fin du premier alinéa de l'article 495 du Code civil sont ajoutés les mots « , sous réserve de l'application des règles relatives au patrimoine familial. ».

14. À la fin du deuxième alinéa de l'article 500 du Code civil, les mots « renoncer au partage » sont remplacés par les mots « recevoir la part des acquêts de son conjoint qui lui revient que si ce dernier a lui-même accepté le partage des acquêts de celui qui s'est immiscé ».

15. L'article 503 du Code civil est remplacé par le suivant :

« **503.** Un époux est privé du partage des acquêts de son conjoint s'il a diverti ou recelé des acquêts, s'il a dilapidé ses acquêts ou s'il les a administrés de mauvaise foi. ».

16. À la fin de l'article 504 du Code civil sont ajoutés les mots suivants: « Toutefois, la renonciation peut être annulée si elle est entachée d'une cause de nullité des contrats ou pour cause de lésion. ».

17. À l'article 505 du Code civil:

1° sont insérés, au début du premier alinéa, après le mot « décès », les mots « et que le conjoint survivant a accepté le partage des acquêts de l'époux décédé »;

2° est ajouté un troisième alinéa rédigé comme suit:

« Le refus du conjoint survivant est opposable aux créanciers de l'époux décédé. ».

18. L'article 514 du Code civil est remplacé par le suivant:

« **514.** Le règlement des récompenses effectué, on établit la valeur nette de la masse des acquêts et celle-ci est partagée, par moitié, entre les époux. L'époux titulaire du patrimoine peut payer à son conjoint la part qui lui revient en numéraire ou par dation en paiement. ».

19. Le deuxième alinéa de l'article 517 du Code civil est remplacé par les suivants:

« Après le partage, les créanciers antérieurs peuvent uniquement poursuivre le paiement de leur créance contre l'époux débiteur, à moins qu'il n'ait pas été tenu compte de cette créance lors du partage. En ce cas, ils peuvent, après avoir discuté les biens de leur débiteur, poursuivre le conjoint. Chaque époux conserve alors un recours contre son conjoint pour les sommes auxquelles il aurait eu droit si la créance avait été payée avant le partage.

Le conjoint de l'époux débiteur ne peut, en aucun cas, être appelé à payer une somme supérieure à la part des acquêts qu'il a reçue de son conjoint. ».

20. Après l'article 524 du Code civil est ajoutée une section IV ainsi rédigée:

« SECTION IV

« DES RÉGIMES COMMUNAUTAIRES

« **524.1** Lorsque les époux optent pour un régime matrimonial communautaire et qu'il est nécessaire de suppléer aux dispositions de la convention, on doit référer aux règles de la société d'acquêts, compte tenu des adaptations nécessaires.

Les époux mariés sous l'ancien régime de communauté légale peuvent invoquer les règles de dissolution et de liquidation du régime de la société d'acquêts lorsqu'elles ne sont pas incompatibles avec les règles de leur régime matrimonial. ».

21. À la fin du deuxième alinéa de l'article 530 du Code civil, les mots « à une date antérieure par application de l'article 498 » sont remplacés par les mots « à la date où les époux ont cessé de faire vie commune ».

22. À la fin du deuxième alinéa de l'article 556 du Code civil, les mots « à une date antérieure par application de l'article 498 » sont remplacés par les mots « à la date où les époux ont cessé de faire vie commune ».

23. L'article 559 du Code civil est abrogé.

PARTIE II

MODIFICATIONS AU CODE CIVIL DU BAS CANADA

24. Il est inséré après l'article 607 du Code civil du Bas Canada une section III ainsi rédigée :

« SECTION III

« DE LA SURVIE DE L'OBLIGATION ALIMENTAIRE

« **607.1** Tout créancier d'aliments ou toute personne qui, à l'époque du décès, était à la charge du défunt peut, dans les six mois qui suivent le décès, réclamer de la succession, que celle-ci soit *ab intestat* ou testamentaire, une contribution financière à titre d'aliments.

Ce droit existe encore que le créancier soit héritier ou légataire ou que le droit aux aliments n'ait pas été exercé avant la date du décès, mais il n'existe pas au profit de celui qui est indigne de succéder au défunt.

« **607.2** La contribution est attribuée sous forme d'une somme forfaitaire payable au comptant ou par versements.

Elle est fixée en accord avec la personne chargée de liquider la succession agissant avec le consentement des héritiers et des légataires ou, à défaut d'entente, par le tribunal.

« **607.3** Pour fixer la contribution, il est tenu compte des besoins et facultés du créancier, des circonstances dans lesquelles il se trouve et du temps qui lui est nécessaire pour acquérir une autonomie suffisante ou, si le créancier percevait effectivement des aliments du défunt à l'époque du décès, du montant des versements qui avait été fixé par le tribunal pour le paiement de la pension alimentaire ou de la somme forfaitaire accordée à titre d'aliments.

Il est tenu compte également de l'actif de la succession, des avantages que celle-ci procure au créancier, des besoins et facultés des héritiers et des légataires, ainsi que, le cas échéant, du droit d'autres personnes à des aliments.

« **607.4** Lorsque la contribution est réclamée par le conjoint ou un descendant, la valeur des libéralités faites par le défunt par acte entre vifs dans les trois ans précédant le décès et celles ayant pour terme le décès sont considérées comme faisant partie de la succession pour fixer la contribution.

« **607.5** La contribution accordée au conjoint ou à un descendant ne peut excéder la différence entre la moitié de la part à laquelle il aurait pu prétendre si toute la succession, y incluant la valeur des libéralités, avait été dévolue *ab intestat* et ce qu'il reçoit; dans les autres cas, elle est égale à la valeur de six mois d'aliments.

Toutefois, la contribution accordée au créancier qui percevait effectivement des aliments du défunt à l'époque du décès ne peut, en aucun temps, excéder le moindre de la valeur de six mois d'aliments ou 10 p. cent de la valeur de la succession, y incluant, le cas échéant, la valeur des libéralités.

« **607.6** Lorsque l'actif de la succession est insuffisant pour payer entièrement les contributions dues au conjoint ou à un descendant, en raison des libéralités faites par acte entre vifs dans les trois ans précédant le décès ou de celles ayant pour terme le décès, le tribunal peut ordonner la réduction de ces libéralités.

Toutefois, les libéralités auxquelles le conjoint ou le descendant a consenti ne peuvent être réduites et celles qu'il a reçues doivent être imputées sur sa créance.

« **607.7** Est présumée être une libéralité toute alinéation, sûreté ou charge consentie par le défunt pour une prestation dont la valeur est très inférieure à celle du bien au temps où elle a été faite.

« **607.8** Sont assimilées à des libéralités les avantages découlant d'un régime de retraite, d'un régime d'épargne-retraite ou d'un contrat d'assurance de personne, lorsque ces avantages auraient fait partie de la succession ou auraient été versés au créancier n'eût été la désignation d'un propriétaire subsidiaire ou d'un bénéficiaire, par le défunt, dans les trois ans précédant le décès. Malgré toute disposition à l'effet contraire, les droits que confèrent ces avantages sont cessibles et saisissables pour le paiement d'une créance alimentaire payable en vertu de cette section.

« **607.9** À moins qu'ils n'aient été manifestement exagérés eu égard aux facultés du défunt, les frais d'entretien ou d'éducation et les cadeaux d'usage ne sont pas considérés comme des libéralités.

« **607.10** La réduction des libéralités se fait contre un ou plusieurs des bénéficiaires simultanément.

Au besoin, le tribunal fixe la part que doit payer chacun des bénéficiaires poursuivis ou mis en cause.

« **607.11** La somme que le bénéficiaire de la libéralité est tenu de verser pour le paiement de la créance porte intérêt, au taux légal, à compter de la demande en réduction.

« **607.12** Le paiement de la réduction se fait, à défaut d'accord entre les parties, aux conditions que le tribunal détermine et suivant les modalités de garantie et de paiement qu'il fixe.

Elle ne peut être ordonnée en nature, mais le débiteur peut toujours se libérer par la remise du bien. ».

25. L'article 624c du Code civil du Bas Canada est abrogé.

26. Les deuxième et troisième alinéas de l'article 735.1 du Code civil du Bas Canada sont abrogés.

27. Il est ajouté après l'article 2161 du Code civil du Bas Canada un article 2161a rédigé comme suit :

« **2161a.** Lorsque la déclaration de résidence résulte d'une déclaration à cet effet contenue dans un acte destiné à l'enregistrement, le registrateur doit l'indiquer à l'index des immeubles par une inscription spéciale. ».

28. Il est ajouté à la fin de l'article 2261.1 du Code civil du Bas Canada un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« Il en est de même de l'action en dommages-intérêts prévue à l'article 455.1 du Code civil du Québec. ».

29. Il est ajouté après l'article 2261.2 du Code civil du Bas Canada un article 2261.3 ainsi rédigé :

« **2261.3** L'action visant à faire annuler la renonciation au partage des acquêts du conjoint ou du patrimoine familial se prescrit par deux ans depuis l'acte. ».

PARTIE III

MODIFICATIONS AU CODE DE PROCÉDURE CIVILE

30. À l'article 553 du Code de procédure civile :

1° le paragraphe 7 de cet article est remplacé par le suivant :

« 7. Les prestations accordées au titre d'un régime complémentaire de retraite, auquel cotise un employeur pour le compte de ses employés, les autres sommes déclarées insaisissables par une loi régissant ces régimes ainsi que les cotisations qui sont ou doivent être versées à ces régimes; »;

2° le dernier alinéa de cet article est remplacé par le suivant :

« Néanmoins, malgré toute disposition contraire d'une loi générale ou spéciale, les revenus mentionnés aux paragraphes 4, 6, 8 et 11, ainsi que les sommes mentionnées au paragraphe 7 ne sont insaisissables, s'il s'agit de l'exécution du partage entre époux du patrimoine familial ou du paiement d'une dette alimentaire ou d'une prestation compensatoire, qu'à concurrence de cinquante pour cent. ».

31. À la troisième ligne de l'article 553.2 du Code de procédure civile le nombre « 5 000 » est remplacé par le nombre « 10 000 ».

32. À l'article 670 du Code de procédure civile est inséré après le paragraphe *e* le texte suivant :

« *e.1)* s'il s'agit d'un immeuble qui sert de résidence familiale, son prix minimal d'adjudication en vertu de l'article 687.1; ».

33. Après l'article 687 du Code de procédure civile est inséré un article 687.1 ainsi rédigé :

« **687.1** Un immeuble servant de résidence familiale ne peut être adjugé à un prix qui soit inférieur à 50 p. cent de l'évaluation de cet immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1), à moins que le tribunal ne permette la vente à un prix inférieur. ».

34. À la deuxième ligne de l'article 734.0.1 du Code de procédure civile, sont insérés entre les mots « biens » et « en », les mots « en paiement d'une prestation compensatoire, ».

35. À la fin de l'article 817.2 du Code de procédure civile est ajouté un troisième alinéa ainsi rédigé :

« Il doit également signifier ce jugement sans délai, par courrier recommandé ou certifié, à la Régie des rentes du Québec. ».

PARTIE IV

MODIFICATIONS À LA LOI SUR LE RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC

36. L'article 96 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9) est modifié par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe e, de « 102.6 » par « 102.5 ».

37. Les articles 102.1 à 102.8 de cette loi sont remplacés par les suivants :

« **102.1** Les gains admissibles non ajustés de deux ex-conjoints, rectifiés, le cas échéant, dans la proportion indiquée à l'article 180, peuvent être partagés entre eux dans la mesure et de la manière prévues aux articles 102.2 à 102.10.1.

Toutefois, il n'y a aucun partage lorsque le tribunal mentionne, dans le jugement de séparation de corps, de divorce ou d'annulation de mariage, que les ex-conjoints se sont mutuellement cédés les droits pouvant résulter du partage de leurs gains.

« **102.2** Aux fins du partage des gains admissibles non ajustés l'expression « ex-conjoints » désigne, selon le cas :

a) deux personnes dont le mariage a été dissous par divorce ou déclaré nul,

b) deux personnes mariées et séparées de corps.

« **102.3** Le partage prévu à l'article 102.1 consiste à répartir en parts égales entre les ex-conjoints la somme de leurs gains admissibles non ajustés pour chacun des mois compris dans la période qui s'étend du début de l'année de leur mariage jusqu'à la fin de l'année qui a précédé la date de prise d'effet du divorce, de l'annulation du mariage ou de la séparation de corps.

« **102.3.1** Dès qu'est introduite une demande en séparation de corps, en divorce ou en nullité de mariage, le conjoint d'un cotisant peut, sur demande, obtenir un état des gains admissibles non ajustés portés au compte de ce cotisant au registre des gains.

« **102.4** Aucun partage n'a lieu à l'égard des mois suivants :

a) les mois antérieurs au 18^e anniversaire de naissance de l'un des ex-conjoints ;

b) le mois du 70^e anniversaire de naissance de l'un des ex-conjoints ainsi que les mois postérieurs à cet anniversaire ;

c) les mois pour lesquels une rente d'invalidité est payable à l'un des ex-conjoints en vertu de la présente loi ou d'un régime équivalent ;

d) les mois compris dans la période globale d'indemnité de l'un des ex-conjoints ;

e) les mois compris dans une année au cours de laquelle la somme des gains admissibles non ajustés des ex-conjoints, calculée selon la présente loi ou un régime équivalent pour cette année, n'est pas supérieure au double de l'exemption générale pour la même année.

En outre, lorsque pour un mois donné, l'un des ex-conjoints a versé une contribution à un régime équivalent, le partage n'a lieu que si, à l'égard de ce mois, il y a partage en vertu de ce régime équivalent.

« **102.5** La demande de partage est censée être faite le jour où le jugement de divorce, d'annulation du mariage ou de séparation de corps est reçu à un bureau de la Régie.

Lorsque le divorce, l'annulation du mariage, ou encore la séparation de corps résulte d'un jugement prononcé à l'extérieur du Québec, cette demande est censée être faite le jour où la formule exigée par la Régie, complétée et accompagnée des documents prescrits, est reçue à l'un de ses bureaux.

Toutefois, aucune demande n'est censée faite avant la prise d'effet d'un tel jugement.

« **102.6** La demande de partage résultant d'un jugement prononcé à l'extérieur du Québec peut être formulée par les représentants légaux.

Cette demande peut également être faite par l'ayant droit ou l'orphelin d'un ex-conjoint lorsque ce dernier est décédé sans avoir présenté une telle demande.

« **102.7** Celui qui fait une demande de partage à titre de représentant, d'ayant droit ou d'orphelin d'un ex-conjoint doit fournir à la Régie le document établissant son titre.

« **102.7.1** Dès que la Régie procède au partage, elle en donne un avis écrit à chacun des ex-conjoints ou requérants dont elle détient les adresses en lui fournissant un état contenant, pour la période du partage, les gains admissibles non ajustés portés au compte des ex-conjoints avant et après le partage.

« **102.8** Dans le cas d'un jugement prononcé à l'extérieur du Québec, l'ex-conjoint qui a demandé le partage peut, dans les quatre-vingt-dix jours de la réception de l'avis mentionné à l'article 102.7.1, retirer une telle demande.

« **102.8.1** Aucun nouveau partage de gains admissibles non ajustés portés pour un mois au compte d'un cotisant ne peut avoir lieu au profit d'un ex-conjoint qui a déjà profité d'un partage antérieur de ses gains pour ce mois. ».

38. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 102.10, de l'article suivant :

« **102.10.1** Les articles 102.1 à 102.8.1 ne s'appliquent qu'à un partage résultant d'un divorce, d'une annulation de mariage ou d'une séparation de corps survenu à la suite d'un jugement dont la prise d'effet est postérieure au (*inscrire ici la date du jour qui précède celui de l'entrée en vigueur du présent article*). ».

39. Le premier alinéa de l'article 186 est modifié par l'insertion dans la troisième ligne après le mot « montant » de ce qui suit : « ou d'une décision rendue sur le partage des gains admissibles non ajustés d'un ex-conjoint ».

40. L'article 194 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Toutefois, si, selon les renseignements fournis après ce délai par un employeur, un travailleur, un ex-conjoint au sens de l'article 102.2

ou tirés de leurs registres, il appert que le montant des gains admissibles non ajustés inscrit dans le registre des gains au compte d'un cotisant ou ex-conjoint est moindre que le montant qui devrait y être inscrit, la Régie peut rectifier le registre en conséquence. ».

41. L'article 219 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe *u*.

PARTIE V

MODIFICATIONS À LA LOI SUR LES RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE

42. Au paragraphe 2° de l'article 58 de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (1989, chapitre (*indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois du Québec de 1989*)), les troisième et quatrième lignes sont remplacées par ce qui suit : « rente, en raison d'options autorisées par les paragraphes 1° à 4° et 6° de l'article 91 ou en raison du partage des droits du participant avec son conjoint effectué conformément au chapitre VII.1. ».

43. Est inséré, après le chapitre VII de cette loi, le suivant :

« CHAPITRE VII.1

« PARTAGE DE DROITS ENTRE CONJOINTS

« **109.1** Pour l'application du présent chapitre, l'expression « conjoint » ne vise que la personne mariée au participant.

« **109.2** En cas de séparation de corps, de divorce ou de nullité du mariage, les droits acquis par le participant au titre d'un régime de retraite sont, sur demande faite à l'administrateur du régime, partagés avec son conjoint dans la mesure prévue au Code civil du Québec. Ces droits ainsi que leur valeur doivent être établis suivant les normes déterminées par règlement.

Sauf dans les cas prévus par règlement, les sommes attribuées au conjoint à la suite du partage des droits du participant ne peuvent servir qu'à la constitution d'une rente viagère, et ce, qu'elles aient été ou non transférées dans un régime de retraite visé à l'article 96.

« **109.3** Dès l'introduction d'une demande en séparation de corps, en divorce ou en annulation de mariage, le conjoint du participant a droit, sur demande faite à l'administrateur du régime de retraite, d'obtenir copie du dernier relevé annuel de droits qu'il a

fourni au participant en vertu de l'article 106 ainsi qu'un relevé faisant état de la valeur des droits du participant en date de l'introduction de l'instance et contenant les autres renseignements déterminés par règlement. De plus, il peut dès lors consulter le texte du régime ainsi que les documents visés à l'article 108, aux conditions qui y sont prévues. ».

44. Est inséré, après le paragraphe 6° de l'article 240 de cette loi, le suivant :

« 6.1° déterminer les normes applicables à la demande de partage de droits entre conjoints visée au chapitre VII.1, à l'établissement des droits du participant avant et après un tel partage ainsi qu'à l'acquiescement des droits du conjoint, notamment celles qui se rapportent au transfert des sommes auxquelles a droit le conjoint, ainsi que les renseignements à fournir à ce dernier et les obligations qui incombent à la personne physique ou morale assumant la gestion des sommes ainsi transférées. ».

45. Le paragraphe 3° de l'article 259 de cette loi est remplacé par ce qui suit :

« 3° toute somme attribuée au conjoint du participant à la suite d'un partage effectué en application du chapitre VII.1, avec les intérêts accumulés, ainsi que les prestations constituées avec ces sommes.

Sauf dans la mesure où elles proviennent de cotisations volontaires, l'incessibilité et l'insaisissabilité valent également à l'égard des sommes susmentionnées qui ont fait l'objet d'un transfert dans un régime de retraite visé à l'article 96, avec les intérêts accumulés, ainsi qu'à l'égard de tout remboursement de ces sommes et de toute prestation en résultant. ».

PARTIE VI

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

46. Les articles 462.1 à 462.12 du Code civil du Québec relatifs au patrimoine familial des époux sont applicables aux époux mariés avant l'entrée en vigueur desdits articles, à moins qu'ils ne manifestent, dans les dix-huit mois de leur entrée en vigueur, par acte notarié portant minute, leur volonté de ne pas y être assujettis; cet acte doit être inscrit au registre central des régimes matrimoniaux. Toutefois, ils ne peuvent ainsi renoncer au partage des gains inscrits au registre de chaque époux en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec ou de programmes équivalents.

47. L'article 462.8 du Code civil du Québec relatif à l'aliénation, avant le partage, d'un bien qui faisait partie du patrimoine familial est inapplicable à l'égard des actes d'aliénation conclus avant l'entrée en vigueur de cette loi, à moins qu'ils n'aient été faits dans le but de diminuer la part de l'époux auquel aurait profité l'inclusion de ce bien au patrimoine familial.

48. Les articles 102.1 à 102.10 de la Loi sur le régime de rentes du Québec et les règlements adoptés en vertu du paragraphe *u* de l'article 219 de cette loi, en vigueur le *(insérer ici la date du jour qui précède celui de l'entrée en vigueur de l'article 38 de la présente loi)* continuent de s'appliquer aux partages résultant d'un divorce ou d'une annulation de mariage survenu à la suite d'un jugement dont la prise d'effet est antérieure au *(insérer ici la date du jour de l'entrée en vigueur de l'article 38 de la présente loi)*.

49. Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement.